

SÉRIE
4/4

« Le travail protège-t-il de la pauvreté » est une recherche menée par Solidaritis en collaboration avec RTL-Info et « Le Soir ». Elle interroge en profondeur 816

travailleurs représentatifs des 40 % de la population active considérée par Solidaritis comme « ayant un risque de basculer dans la pauvreté », « pauvre » ou

« très pauvre ». Parmi eux, seul un tiers vit réellement sous le seuil de pauvreté (1.250 euros/mois).

70 % des travailleurs pauvres se privent de loisirs

ÉTUDE La vie d'un actif en difficulté financière est faite de renoncements

- Les travailleurs dans la précarité doivent faire face à de nombreux renoncements dans leur quotidien.
- Alimentaires, culturels mais aussi sociaux.

Dans un ultime jeu de questions, les sondeurs de Solidaritis ont voulu savoir quel était le quotidien des travailleurs tuteurant la précarité au quotidien. Rappelons que l'enquête en question s'intéresse aux 40 % de la population active qui nouent tout juste les deux bouts (29 % des travailleurs, définis par Solidaritis comme ayant un « risque de basculement dans la pauvreté »), qui jouent régulièrement avec leur découvert bancaire (8 % des travailleurs, définis comme « pauvres ») ou qui assurent ne plus s'en sortir (3 % des travailleurs, définis comme « très pauvres »).

Que vivent-ils ? Qu'achètent-ils ? Et, surtout, que n'achètent-ils pas ? Bref, qu'y a-t-il dans « le panier de la ménagère » lorsqu'on fait partie de ces 40 % de francophones en froid avec leur salaire mensuel ?

1 L'immeuble d'en face pour horizon. A quoi renonce-t-on quand l'argent se fait désirer ? Au superflu, ou à tout le moins à ce qui est volontiers qualifié de tel. Et ce superflu, ce sont d'abord les

vacances. Parmi les travailleurs qui bouclent tout juste leur budget, un sur deux se prive de vacances. Et parmi les pauvres ou très pauvres, ils sont sept sur dix à adopter le même réflexe. « Ces gens, comme tout le monde, bossent toute l'année mais ils ne peuvent même pas s'offrir cette semaine de vacances dont ils auraient grand besoin », s'insurge Alain Cheniaux, en charge chez Solidaritis de l'opération « Thermomètre ».

2 Le panier à moitié vide. Accompagnons cette catégorie de travailleurs les plus en difficulté (« les pauvres » et « très pauvres »), soit 11 % de la population active) dans ses habitudes de consommation. L'enquête révèle que sept sur dix ne peuvent se payer une défense en justice ou se privent d'activités de loisirs (cinéma, sport...). Six sur dix renonceront à une salle de sport et à acheter des livres ou des CD. Les mêmes éprouveront des difficultés à donner une garantie locative et à rembourser leurs crédits. Ils sont nombreux aussi, 56 %, à assurer ne pas pouvoir payer des études à leur progéniture, alimentant de cette manière les mécanismes de reproduction sociale. Le renoncement aux fournitures scolaires et aux nouvelles technologies (internet, GSM, ordinateurs...) participe au même processus.

3 Quand chaque euro compte. Les enquêteurs ne sont pas allés jusqu'à farfouiller dans les caddies des travailleurs ciblés mais quelques questions

en disent long sur la manière dont ils peuvent le garnir. Parmi les travailleurs pauvres ou très pauvres, une large majorité « fait vraiment ses courses alimentaires à 5 euros près ». De plus, environ la moitié d'entre eux avoue se « nourrir mal par manque de moyens financiers ». Tellement mal qu'un tiers des travailleurs pauvres environ assurent qu'il leur arrive « parfois de ne pas avoir assez à manger ou de se priver de nourriture pour leurs enfants ». Solution ? La banque alimentaire ou le resto du cœur en font partie, ils sont en tout cas 20 % environ à y avoir déjà goûté.

4 La vie sociale. Interpellant : la vie sociale fait partie de la longue liste des renoncements, jusque dans des réflexes basiques. Ainsi, la moitié des travailleurs « pauvres ou très pauvres » avoue renoncer à inviter des amis à la maison. Solidaritis note également que parmi les actifs vivant sous le seuil de pauvreté (- de 1.250 euros/mois), un sur deux ne participe quasiment jamais à une fête de quartier ou à une activité culturelle, sportive, associative... Pour la moitié d'entre eux, c'est une situation « subie », une conséquence directe du manque de ressources financières. Ces renoncements se réduisent linéairement avec le revenu (plus on gagne, plus on a tendance à faire la fête).

« Bref, les plus fragiles se privent de vie sociale, ils ne sortent plus car cela coûte », lance Alain Cheniaux. Ou quand la précarité alimente l'isolement. ■

ÉRIC BURGRAFF

Parmi les 40 % de travailleurs concernés par « la pauvreté »

Principales privations quotidiennes



L'EXPERT

« Bruxelles, fabrique de pauvres »

Nicolas De Kuysche est le directeur de l'ASBL Le Forum - Bruxelles contre les inégalités. Dès ce lundi 17 octobre, journée mondiale de lutte contre la pauvreté, le webdocumentaire réalisé par le Forum sera disponible sur le site de la RTBF. Son thème : « Les nouveaux pauvres ». Pourquoi un tel webdocumentaire ? Depuis plusieurs années, au

Forum, nous organisons des séminaires que nous appelons « La fabrique des pauvres » et qui visent à identifier les mécanismes contemporains qui, à Bruxelles, produisent de la pauvreté. Car Bruxelles est bien devenue une fabrique de pauvres : 40 % des Bruxellois sont à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale !

Qui sont ces « nouveaux pauvres » ? Historiquement, nous avons l'image d'une pauvreté très « visible » : la grande précarité, les sans-abri, etc. Or, nous constatons qu'il y a aussi des nouvelles figures de pauvreté, moins à la marge de nos sociétés. C'est une précarité

ordinaire. La fragilisation ne se rencontre plus uniquement en cas d'accidents, mais aux carrefours ordinaires de la vie : quitter le giron parental, se séparer, vieillir. On observe ainsi le déclassement mécanique d'une partie de la population.

Quels sont les mécanismes à l'œuvre ?

La crise de 2008, les difficultés liées au manque d'emploi, la couverture sociale qui est attaquée de toutes parts sont autant d'éléments qui font que des personnes qui s'en seraient sorties il y a dix ans ne s'en sortent plus aujourd'hui. La question du logement à Bruxelles est aussi cruciale.

Lutter contre cette précarité

difficile à cerner est d'autant plus compliqué...

Ce qui est sûr c'est que ces « nouveaux pauvres » sont invisibles ! Ils ne sont pas identifiés par les services sociaux et se dérobent au regard des statistiques et des politiques. C'est un public du « non-recours ». Il faut donc aller chercher les gens où ils se trouvent. Au Québec, par exemple, les services sociaux ont une responsabilité « populationnelle », c'est-à-dire qu'ils sont en charge de toute la population et qu'ils sont censés répondre aux besoins, exprimés... ou non.

É.BL.

www.rtb.be/lesnouveauxpauvres

le témoin « A Noël, on ne peut pas offrir de cadeaux »

Comment vit-on avec un budget plus que serré ? Que sacrifie-t-on en premier ? Catherine, qui préfère rester anonyme, a accepté de détailler son budget. Elle vit avec son compagnon et les deux enfants de ce dernier, qui ont 21 et 22 ans (l'un est aux études, l'autre cherche du travail). Son compagnon est en burn-out depuis plusieurs années et perçoit une indemnité de la mutuelle. Quant à elle, elle enchaîne des petits boulots en animation, surtout des ateliers artistiques lors d'événements.

Pour faire vivre quatre personnes adultes, le ménage dispose de 2.000 à 2.500 euros, selon les mois. Le loyer de la maison qui, avec des enfants de plus de vingt ans, se doit de compter trois chambres, s'élève à 600 euros par mois. Les charges, quant à elles, se chiffrent à 210 euros mensuels : 110 pour l'eau et l'électricité, 150 de mazout et 50 de bois. C'est que la famille vit dans un ancien presbytère, froid

et mal isolé. Sur la liste des dépenses récurrentes, une centaine d'euros filent dans l'Internet et la téléphonie, mais la télévision, elle, est passée à la trappe. Une économie de 25 euros. L'habitation étant située en campagne, le ménage ne peut se passer d'une voiture, qui revient « facilement » à 300 euros par mois, estime Catherine. Une autre centaine d'euros est affectée à une médiation de dettes... Ces dépenses élémentaires retirées, il ne reste parfois déjà plus que 600 à 700 euros pour manger, s'habiller... Vivre.

Catherine le confirme : les loisirs sont les premiers sacrifiés. « On ne sort presque pas, explique-t-elle. Les vacances, n'en parlons même pas. » Des privations qui ont un impact direct sur la vie sociale : « Nous aimons sortir, rencontrer des gens, suivre la vie culturelle et nous n'y avons plus accès, sauf via l'article 27. »

Même au sein du cercle familial, la précarité demeure pénible à

assumer : « On ne peut pas inviter pour une fête de famille. A Noël, on participe au repas, mais on ne peut jamais offrir aucun cadeau, c'est gênant... »

Les parents paient la note

Même au rayon alimentation, Catherine et son compagnon doivent faire attention : « On ne mange pas ce dont on a vraiment envie », concède Catherine. Sensibilisé à l'environnement et à l'agriculture biologique, le couple tente, au début du mois, d'acheter des fruits et légumes bio mais, au fil des semaines, il retrouve le chemin des grandes surfaces bon marché. Une à deux fois par mois, Catherine va faire ses courses alimentaires avec ses parents qui payent la note : « A 40 ans, c'est très difficile et dévalorisant. »

Avec un budget aussi serré, tout imprévu est une catastrophe. L'an dernier, le couple a dû changer de voiture suite à un accident. Une fois encore, heureusement que les parents de Ca-

therine étaient là... Auparavant, Catherine, qui est éducatrice, avait un salaire fixe. La famille disposait donc d'un budget de plus ou moins 4.000 euros. Mieux, bien que déjà restreint...

Mais Catherine et son compagnon développent aussi leurs stratégies, leurs « trucs ». Elle fabrique elle-même ses produits d'entretien, de lessive (« moins chers et moins polluants »), ils teignent de vieux vêtements pour en faire du neuf... Pour les soins de santé, le couple a trouvé un médecin et un dentiste compréhensifs. Durant l'été, le couple participe à des chantiers participatifs, en France par exemple : on y construit des habitats alternatifs ou on y pratique la permaculture, tout en étant logé et nourri. L'occasion de prendre l'air, loin du quotidien. ■

ÉLODIE BLOGIE